



Conseil économique et social

Distr. générale
13 novembre 2015
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Abantu for Development	3
2. Action des chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda	4
3. Action Health, Inc	5
4. Alliance des chrétiens en droit	6
5. American Conservative Union	7
6. American Youth Understanding Diabetes Abroad	8
7. Amis du Protocole de Kyoto	10
8. Asian Centre for Human Rights	11
9. Association femmes soleil d'Haïti	12
10. Association for Progressive Communications	13
11. Center for Regional Policy Research and Cooperation « Studiorum »	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Civil Society Legislative Advocacy Centre.....	15
13. Conseil consultatif d'organisations juives.....	17
14. Conservation Force.....	18
15. Cross-Cultural Solutions.....	20

1. Abantu for Development (People for Development)

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Abantu for Development a été fondée en octobre 1991; son bureau régional se trouve à Accra (Ghana) et son bureau de pays à Kaduna (Nigéria).

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à renforcer les capacités des femmes pour leur permettre de participer aux processus de prise de décisions à tous les niveaux, d'influencer les politiques en y intégrant la perspective hommes-femmes et de remédier aux inégalités et aux injustices dans les relations sociales. Elle a également pour but de renforcer les capacités des ONG afin qu'elles puissent participer effectivement aux processus de prise de décisions dans les pays où elles sont établies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation est axée sur la promotion du développement durable et sur des domaines spécifiques où il est nécessaire de favoriser l'autonomisation des femmes, notamment en matière de santé et de politique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a, entre autres, pris une part active aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, et à la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques. Au cours des quatre dernières années en particulier, l'organisation a participé à trois sessions de la Commission de la condition de la femme et à trois Conférences des parties.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a poursuivi sa collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques et le grand groupe des femmes afin de promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué, par le biais de ses activités, à la réalisation des OMD n° 3, 5 et 7. Ses travaux avaient pour objectifs de mieux faire entendre la voix des femmes, de leur permettre d'être davantage représentées dans les sphères de prise de décisions, notamment à des postes de direction et de favoriser la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les systèmes et structures de

santé et dans les mesures liées au changement climatique et au développement durable.

2. Action des chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Action des Chrétiens activistes des droits de l'homme à Shabunda est une association basée en République Démocratique du Congo.

Objectifs

Les objectifs principaux de l'organisation sont la promotion du respect des droits de l'homme et la gestion durable des ressources naturelles comme véritables sources d'amélioration des conditions de vie des communautés locales et peuples autochtones.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue au travail des Nations Unies à travers la participation aux activités organisées par les agences des Nations Unies; des activités de plaidoyer; et les activités de l'organisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions présidées par l'envoyée Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU dans la région des Grands Lacs sur l'implication de la société civile des 13 pays de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs dans le suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, à La Haye, Pays-Bas, Kinshasa et Goma, République Démocratique du Congo, et Entebbe, Ouganda. Elle a participé au septième Forum sur la lutte contre les minerais de conflit coorganisé par le Panel des experts de l'ONU sur la République Démocratique du Congo et l'Organisation de coopération et de développement économique à Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère principalement avec le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme à Bukavu, République Démocratique du Congo; le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme; le Bureau de l'Envoyé Spécial dans la région des Grands Lacs; et la Cour Pénale internationale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris les initiatives suivantes pour favoriser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, entre autres :

- Projets réalisés sur le terrain sur la lutte contre la torture, la lutte contre les violences sexuelles, la lutte contre l’exploitation et la commercialisation illicites des minerais;
- Plaidoyer au parlement européen le 4 décembre 2014 en faveur d’un règlement contraignant sur les minerais en provenance des zones de conflit;
- Campagne contre l’enrôlement et l’utilisation des enfants dans les groupes armés et obtention de la démobilisation des enfants; et
- Aide légale aux peuples autochtones et communautés locales victimes de violations de leurs droits.

3. Action Health, Inc.

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Action Health, Inc. a été créée au Nigéria en 1989 dans le but de mener des actions de plaidoyer et de jouer un rôle de catalyseur au profit du bien-être des adolescents.

Objectifs et mission

L’organisation a pour objectif de faciliter l’accès des jeunes aux informations en matière de santé sexuelle et procréative et aux services qui sont adaptés à leurs besoins, de plaider en faveur de l’adoption de politiques sur la santé sexuelle et procréative des jeunes et de soutenir des programmes qui fournissent des services et des informations aux jeunes, notamment aux filles, et leur offrent une plateforme pour plaider pour leurs besoins.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le 23 août 2013, Action Health, Inc. a organisé une réunion d’ONG qui portait sur la suite à donner au Programme d’action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le programme de développement pour l’après-2015. Elle a par ailleurs permis d’informer les jeunes filles sur la santé sexuelle et procréative et plaidé en faveur de l’introduction de services de santé adaptés aux besoins des jeunes dans les hôpitaux publics et de leur prise en compte dans les programmes de formation aux professions d’infirmier et de sage-femme au Nigéria.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L’organisation a participé aux réunions suivantes :

- Les quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission de la population et du développement tenues à New York;
- Les sessions de 2013 et de 2014 de l’Assemblée générale des Nations Unies; et

- La Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen des progrès et des résultats atteints dans la mise en œuvre des objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue le 22 septembre 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore depuis 2012 avec le Bureau de pays du Fonds des Nations Unies pour la population au Nigéria dans le cadre des activités suivantes :

- Mise en place en 2014 d'activités de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de l'éradication des mutilations génitales féminines dans l'État d'Osun au Nigéria;
- La formation en 2013 des pairs éducateurs des jeunes et des ONG pour leur permettre d'offrir des informations complètes et exactes sur la santé sexuelle et procréative; et
- La mise en place en 2013 d'activités de plaidoyer auprès des collectivités, des parents et des époux pour les amener à appuyer le retour des adolescentes mariées à l'école ou leur maintien.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a encadré des filles non scolarisées en leur offrant une éducation de base conformément aux OMD n° 1 et 2. Elle a apporté une assistance technique au gouvernement nigérian pour la mise en œuvre de formations à la vie familiale et au VIH dans les écoles, contribuant ainsi à la réalisation des OMD n° 6 et 8. Elle a organisé et éduqué des jeunes scolarisés et non scolarisés à l'occasion de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, de la Journée internationale de la femme et de la Journée internationale de l'action pour la santé de la femme, entre autres événements.

4. Alliance des chrétiens en droit

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Alliance des chrétiens en droit est une organisation qui réunit des juristes et des étudiants en droit chrétiens ainsi que d'autres personnes qui se sont engagées à servir Jésus Christ. Elle est basée au Canada.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif de promouvoir l'évangile de Jésus Christ et les idéaux chrétiens compatibles avec les racines judéo-chrétiennes qui remontent à l'ancien et au nouveau Testaments dans la communauté juridique et dans la société dans son ensemble.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation est intervenue dans de nombreuses affaires jugées par les cours d'appel et la Cour suprême au Canada et relatives à la liberté de conscience et de religion, à la liberté d'expression et d'association et à l'égalité. Elle a également mené des consultations politiques sur des questions qui ont une incidence sur les droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Rien à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue, par ses activités, à la réalisation des OMD et à leur corrélation avec les droits de l'homme. Ainsi, conformément à l'OMD n° 2, l'organisation a défendu, à travers diverses interventions juridiques, le droit des parents d'éduquer leurs enfants conformément à leur religion et conscience. L'organisation s'est également employée à fournir une assistance juridique *pro bono* aux dispensaires communautaires qui permettent aux femmes vulnérables d'interrompre leur grossesse et d'avoir accès aux soins de santé. L'organisation a également permis aux familles dans le besoin de bénéficier d'une assistance juridique *pro bono*, en appui à plusieurs OMD.

5. American Conservative Union**Statut consultatif spécial : 2007****Introduction**

Fondée en 1964, l'American Conservative Union joue un rôle de premier plan pour ce qui est de proposer des positions conservatrices sur des questions liées aux Congrès, aux fonctionnaires, aux administrations publiques, aux médias, aux candidats politiques, au grand public ainsi que sur la scène internationale.

Objectifs et mission

L'American Conservative Union estime que la Constitution des États-Unis d'Amérique est la meilleure charte politique créée à ce jour par les hommes pour se gouverner. Elle est convaincue que la Constitution est conçue pour garantir le libre exercice des droits légitimes de l'individu à travers une stricte limitation du pouvoir du gouvernement et un soutien aux droits et responsabilités individuels des citoyens.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'American Conservative Union a un profond intérêt pour les questions qui touchent à la liberté individuelle. La compétence de l'organisation s'étend aux questions liées aux femmes et enfants ainsi qu'aux enjeux où les droits conférés par la Constitution des États-Unis font débat.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période soumise à examen, l'organisation a participé à de nombreuses réunions auxquelles elle a apporté des contributions. Il s'agit notamment :

- Des réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes tenues en mars et en juillet 2011;
- Des réunions sur le Traité sur le commerce des armes tenues en juillet 2012 et en mars 2013;
- De la réunion du Groupe d'experts du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue en mai 2011;
- Des sessions de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies tenues en 2011 et 2012; et
- De la cinquième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue à New York du 16 au 20 juin 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les représentants de l'organisation rencontrent d'autres ONG, des représentants des États et le personnel des Nations Unies selon le besoin. L'organisation participe à des manifestations parallèles et au dialogue en cours au sein des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été mentionnée

6. American Youth Understanding Diabetes Abroad, Inc./AYUDA, Inc.

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

American Youth Understanding Diabetes Abroad est une organisation basée en Virginie (États-Unis d'Amérique). Elle a été active dans 10 pays de la région Amérique latine et Caraïbes et dirige actuellement des programmes en République dominicaine, en Équateur et en Haïti.

Objectifs et mission

La mission d'American Youth Understanding Diabetes est de donner aux jeunes la possibilité de servir d'agents de changement dans les communautés de diabétiques du monde entier, d'encourager les jeunes souffrant de diabète à mener une vie plus heureuse et plus saine et de renforcer des communautés locales de diabétiques en encourageant les jeunes à devenir des dirigeants.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le travail de l'organisation est principalement axé sur l'élaboration, la mise en œuvre et le développement de programmes éducatifs durables et à faible coût sur le diabète pour les enfants et les jeunes vulnérables vivant avec le diabète de type 1. En partenariat avec ses partenaires locaux, l'organisation et ses jeunes bénévoles ont organisé des camps d'été et d'autres activités de sensibilisation et de communication en Équateur, en République dominicaine et en Haïti. En République dominicaine, elle a mis en œuvre un programme dirigé par des jeunes qui mettait l'accent sur la promotion de la forme physique et la sensibilisation au diabète. L'organisation a également organisé des activités à l'occasion de la Journée mondiale du diabète en République dominicaine en 2013 et 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles à New York les 19 et 20 septembre 2011 et a coprésenté la manifestation parallèle sur le thème « A Forum for Action : Building a Youth movement for NCDs » (forum d'action : constituer un mouvement des jeunes pour lutter contre les maladies non transmissibles). Elle a contribué à la rédaction du document de synthèse sur les maladies non transmissibles chez les enfants intitulé « Working Well! Safe-guarding adolescent and youth livelihood in the face of NCDs and their risk factors » présenté lors de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social tenu le 6 juillet 2012. Elle a soumis des observations sur le thème « Les jeunes et les maladies non transmissibles : leur rôle dans le développement durable » lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) tenue du 20 au 22 juin 2012. Elle a présenté une déclaration écrite conjointement avec la coalition NCD Child lors de la session de fond du Conseil économique et social tenue le 30 avril 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a fondé la coalition NCD Child avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Ils ont travaillé ensemble à l'occasion de manifestations et de projets conjoints.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers ses programmes d'éducation sur le diabète mis en œuvre en collaboration avec ses partenaires locaux, l'organisation contribue à la réduction de

la mortalité infantile, conformément à l'ODD n° 4, en République dominicaine, en Haïti et en Équateur. Grâce à des dons de fournitures, l'organisation peut aider à garantir que les ressources locales sont utilisées aussi efficacement que possible pour aider à contrôler la maladie, empêchant ainsi les familles d'être davantage touchées par la pauvreté et la faim en raison d'une maladie chronique.

7. Amis du Protocole de Kyoto

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Amis du Protocole de Kyoto est une organisation établie au Brésil et représentée en Italie. Elle fait également partie d'un réseau d'organisations internationales, en particulier en Amérique du Sud et en Europe de l'Est.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre à l'atténuation des changements climatiques, à la réduction des migrations à l'échelle internationale et à l'appui du financement dans les pays en développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Rien à signaler

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies organisée sur le thème « L'avenir que nous voulons » à New York le 4 mai 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec l'Organe Subsidaire pour la mise en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement vont de la participation aux conférences internationales sur des questions environnementales, notamment dans des pays en développement et en Amérique du Sud, aux activités de sensibilisation sur des questions environnementales et sociales.

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Global Partnership Meeting Fellowship tenu à Bonn (Allemagne) en juin 2014 et les ateliers et réunions sur le partenariat en matière de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+)

- La quarante-cinquième réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) tenue à Washington, DC du 5 au 7 novembre 2013.
- L'Atelier international sur les leçons apprises en vue de la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) tenu au Costa Rica en février 2013; et
- GEF Extended Constituency Workshop Fellowship du Fonds pour l'environnement mondial au Pérou en mai 2012.

8. Asian Centre for Human Rights

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Asian Centre for Human Rights est une fondation publique de bienfaisance enregistrée à New Dehli en Inde.

Objectifs et mission

Les objectifs de l'organisation consistent à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans la région d'Asie en fournissant des informations exactes et en temps utile et en soumettant des plaintes aux institutions nationales de défense des droits de l'homme et aux organismes des Nations Unies; en menant des enquêtes et des recherches, des activités de sensibilisation et de plaider sur des problèmes nationaux ou des cas individuels; en renforçant les capacités des défenseurs des droits de l'homme et des groupes de la société civile; en contribuant aux processus de définition de normes internationales sur les droits de l'homme; en fournissant des conseils juridiques, politiques et pratiques; et en préservant les droits économiques, sociaux et culturels.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté un certain nombre de rapports lors de l'examen périodique universel, notamment à celui consacré à l'Inde le 28 mai 2012. L'organisation a rédigé un rapport intitulé « India's Role For Promotion of Human Rights in Third Countries Through Universal Periodic Review » (le rôle de l'Inde dans la promotion des droits de l'homme dans les pays tiers à travers l'examen périodique universel) le 15 novembre 2013 dans lequel elle analyse les recommandations formulées par l'Inde sur d'autres pays. Pour finir, elle a présenté un rapport parallèle sur « les enfants soldats en Inde » au Comité des droits de l'enfant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Rien à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été mentionnée.

9. Association femmes soleil d'Haïti

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Association Femmes Soleil d'Haïti est une organisation de femmes dans le Nord d'Haïti, créée en 1997. Plus de 35 organisations de femmes travaillent de concert avec l'Association.

Objectifs

L'Association travaille avec les femmes pour leur développement intégral, le respect de leur droits, leur participation effective et efficace, avec pour objectif une société haïtienne juste, solidaire, et inclusive, en partenariat avec les organisations de femmes.

Changements à signaler

L'Association compte maintenant 12 branches et 5000 membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le 25 Novembre 2012, AFASDA a organisé, en partenariat avec la Mission Nations Unies pour la Stabilité en Haïti (MINUSTAH), une caravane à l'occasion de la Journée Internationale Non-Violence dans les 19 communes du Nord d'Haïti pour sensibiliser la population sur le respect des femmes et du Quota.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à la 13ème Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Doha, du 17 au 25 Avril 2012 où elle a fait une intervention sur le développement équitable en matière de genre. AFASDA a parlé de la situation des femmes en Haïti après le séisme meurtrier du 12 janvier 2010 lors de l'événement "Voix des femmes haïtiennes" pendant la cinquante-cinquième session de la Commission sur le statut de la femme, en mars 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Projet Prévention et Encadrement des femmes victimes de violence, en partenariat avec l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) en 2013, a permis à AFASDA d'aider les femmes qui sont victimes de violence et en situation critique en leur octroyant un espace transitoire pour briser le cycle de la violence, obtenir justice et reprendre

le contrôle sur leur vie. AFASADA coopère également avec la MINUSTAH et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Grâce au Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) en 2011, AFASDA a renforcé la participation des femmes rurales aux élections, aux affaires publiques, et à la vie civique et politique, au travers d'un programme d'éducation.

10. Association for Progressive Communications

Statut consultatif général : 1995

Introduction

Association for Progressive Communications a été fondée en 1990. Elle est à la fois une organisation et un réseau qui compte 50 membres répartis dans 35 pays.

Objectifs et mission

La mission de l'Association consiste à donner les moyens et à prêter assistance aux organisations, aux mouvements sociaux et aux personnes qui forment des groupes stratégiques et mènent des initiatives visant à contribuer de manière effective au développement humain équitable, à la justice sociale, aux processus politiques participatifs et à la viabilité de l'environnement grâce à l'utilisation des technologies de l'information et des communications.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2011, l'Association a pris part à l'organisation de consultations du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. En 2013 et 2014, l'Association a aidé à organiser des consultations régionales en Afrique et en Amérique latine. Elle a présenté en 2012 une communication écrite sur le rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et a participé en 2014 aux consultations régionales tenues au Népal.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'Association a participé aux réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil des droits de l'homme, de l'Examen périodique universel, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CSTD) et de l'Union internationale des télécommunications. En 2011, elle a soumis des rapports conjoints des parties prenantes à l'occasion de l'Examen périodique universel de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de l'Équateur et du Brésil tenu en mai 2012 et pour le même exercice consacré au Pakistan et aux Philippines aux mois de mai et d'octobre. En 2013, l'APC a présenté des communications écrites aux vingt-troisième et vingt-quatrième sessions du Conseil des droits de l'homme. L'APC a également organisé

une session à l'occasion de la table-ronde de la Commission économique pour l'Afrique sur les TIC et la croissance économique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013-2014, l'Association a participé aux travaux du Groupe de travail sur le renforcement de la coopération de la Commission de la science et de la technique au service du développement. En 2014, le Programme sur les droits des femmes de l'Association a été choisi pour faire partie du Comité directeur international de l'Alliance mondiale genre et médias de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin de diriger le groupe de sensibilisation. L'Association a également contribué aux Recommandations générales sur l'éducation et l'accès à la justice adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a contribué aux différentes étapes du processus d'examen SMSI+10 mené par la Commission de la science et de la technique au service du développement, l'Union internationale des télécommunications et l'UNESCO. L'Association est membre du Groupe de travail sur le large bande et les questions de genre de la Commission sur le large bande au service du développement numérique dont elle a participé aux réunions en 2013 et 2014.

11. Center for Regional Policy Research and Cooperation « Studiorum »

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Centre for Regional Policy Research and Cooperation « Studiorum » est un groupe de réflexion non gouvernemental qui s'intéresse aux aspects économiques et sociaux de l'intégration de l'Union européenne et des processus de mondialisation qui présentent un intérêt particulier pour la Macédoine et les pays de l'Europe du Sud-Est.

Objectifs et mission

L'organisation a été créée dans le but d'apporter une assistance professionnelle et technique aux administrations publiques, à la société civile et aux milieux d'affaires pour leur permettre de communiquer et de collaborer en vue de la réalisation de leurs missions à travers des programmes orientés vers le choix de politiques et des projets de recherche qui complètent les efforts des décideurs politiques en matière de conception et de mise en œuvre des politiques.

Changements à signaler

Studiorum a signé des protocoles d'accord avec des organisations nationales et internationales, notamment South-Eastern Europe Health Network (SEEHN), l'Union des associations de retraités de Macédoine et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés.

Contribution à des activités des Nations Unies

Studiorum a permis de mieux faire respecter au niveau national les droits de l'homme internationalement reconnus et a aidé à améliorer des connaissances et de l'action nécessaires pour la réalisation des OMD et du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, ainsi que l'illustrent les sections ci-dessous.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée, Studiorum a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Studiorum a constamment mené des activités en collaboration ou en partenariat avec des entités nationales, sous régionales et internationales. Il s'agit notamment pour ce qui concerne :

- L'OMD n° 1 : du Projet d'intégration des enfants roms (2014); de l'apport d'une assistance technique destinée aux infirmiers/infirmières à domicile pour la prise en charge des enfants présentant des problèmes de développement (2013-2014).
- Les OMD n° 4 et 5 : de la mise à jour des directives cliniques en gynécologie et néonatalogie au niveau national et de l'élaboration des programmes d'études pour une formation médicale continue en périnatalogie; de l'évaluation des maternités à l'échelle nationale (2010-2011); de l'apport d'une assistance technique pour l'élaboration d'un nouveau cadre national de stratégie en matière de santé à l'horizon 2020 : « Ensemble pour la santé pour tous » qui préconise des approches mobilisant l'ensemble du gouvernement et de la société afin d'améliorer la santé et le bien-être (2013-2015);
- L'OMD n° 6 : de la réalisation d'une analyse juridique des lois portant sur le VIH/sida en vigueur dans le pays sous l'angle des droits de l'homme; et
- L'OMD n° 8 : de la participation, en partenariat avec SEEHN, à l'élaboration de la Stratégie de croissance de l'Europe du Sud-Est intitulée « Emploi et prospérité pour l'Europe du Sud-Est à l'horizon 2020 » (2013-2014).

12. Civil Society Legislative Advocacy Centre

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Civil Society Legislative Advocacy Centre est une organisation à but non lucratif basée au Nigéria qui s'intéresse aux questions juridiques, au plaidoyer, au partage d'informations et à la recherche.

Objectifs et mission

L'organisation a pour but de rendre le corps législatif accessible et l'adapter à tous. Elle s'efforce de former et d'éclairer la société civile sur son rôle dans l'élaboration de politiques, les responsabilités du pouvoir législatif, les décrets en vigueur ainsi que les problèmes affectant les Nigériens. Elle veille en outre à ce que le pouvoir législatif aux niveaux local, fédéral et de l'État ait conscience de ses relations avec d'autres organes gouvernementaux, de son rôle dans l'élaboration de politiques et le contrôle ainsi que de sa responsabilité en tant que porte-parole du peuple.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'emploie à renforcer les capacités des ONG, des organisations communautaires, des associations religieuses et des médias en matière de suivi des allocations budgétaires accordées au titre des OMD. Elle a appuyé les organisations de la société civile dans leurs efforts pour faire entendre la voix des pauvres, pour fournir des services et pour rendre compte de leurs activités de développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la soixante-huitième Session spéciale de l'Assemblée générale sur le thème « Building Bridges for Peace on Health Disability » tenue le 24 septembre 2014. Elle a participé à la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme tenue le 13 mars 2014. Par ailleurs, le 20 novembre 2013, elle a célébré la Journée mondiale de l'enfance sous le thème « l'éducation des enfants est un impératif pour le développement durable ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le Bureau de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour organiser la Retraite sur la stratégie et l'orientation à l'intention du Comité des objectifs du Millénaire pour le développement de la Chambre des représentants. Elle a également collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin de suivre la gouvernance démocratique au niveau de la zone (le Centre Nord et le Nord-Ouest du Nigéria).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mis en place plusieurs manifestations parallèles et a également présenté des communications lors des conférences des Nations Unies dont certaines sont mentionnées ci-dessous :

- Elle a organisé une manifestation parallèle le 20 novembre 2013 à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance célébrée sous le thème « l'éducation des enfants est un impératif pour le développement durable »;
- Elle a présenté une communication lors de la manifestation parallèle organisée en marge de la soixante-huitième Session spéciale de l'Assemblée générale sur

le thème « Building Bridges for Peace on Health Disability » tenue le 24 septembre 2014; et

- Elle a organisé une manifestation parallèle lors de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme tenue le 13 mars 2014.
- L'organisation a également dirigé des programmes visant à renforcer l'engagement politique en faveur de l'éducation, de la santé et de l'égalité des sexes; contribuant ainsi à la réalisation des OMD au Nigéria.

13. Conseil consultatif d'organisations juives

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

Le Conseil consultatif des organisations juives (CCJOREnéCassin) est une organisation de bienfaisance et de défense des droits de l'homme qui s'inspire de l'expérience historique et des valeurs positives juives pour sensibiliser et éduquer sur des questions relatives aux droits universels de l'homme telles que la discrimination, la détention et le génocide.

Objectifs et mission

CCJOREnéCassin œuvre à la promotion et à la protection des droits universels de l'homme en s'inspirant de l'expérience et des valeurs juives. À cet effet, elle fait campagne pour le changement dans des domaines spécifiques des droits de l'homme en ayant à la fois recours à des activités de plaidoyer, à l'analyse des politiques, à des campagnes et des programmes éducatifs publics, au renforcement des capacités des militants et des avocats.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, CCJOREnéCassin a poursuivi le dialogue avec la communauté juive lors de la Journée des droits de l'homme qui se célèbre le 10 décembre et dans le cadre de son programme jours de sabbat consacrés aux droits de l'homme. Elle a collaboré avec l'Association du Royaume-Uni pour les Nations Unies afin de promouvoir le Protocole sur « la responsabilité de protéger » auprès des partis politiques du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elle a présenté une communication lors de l'Examen périodique universel du Royaume-Uni.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Rien à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation œuvre dans des domaines intimement liés aux valeurs et à l'expérience juives, notamment l'asile et la détention, l'esclavage des temps modernes, le génocide et la discrimination contre les populations gitane, rom et les gens du voyage. L'organisation a mis en place un « Programme de bourses de formation René Cassin » d'un an. Le programme offre aux jeunes professionnels issus d'Israël, d'Europe et des États-Unis d'Amérique la possibilité d'examiner des questions internationales actuelles liées aux droits de l'homme sous l'angle de l'histoire et des valeurs juives et de les adapter à leurs communautés locales. CCJOREnéCassin organise régulièrement des journées de formation sur les droits de l'homme à l'intention de divers auditoires dont des écoliers, des étudiants, des mouvements de jeunes et des membres de la communauté juive dans son ensemble. Elle organise régulièrement des manifestations de haut niveau à fort retentissement au cours desquelles des experts prennent la parole pour donner un aperçu général des droits de l'homme ou pour examiner en profondeur des questions contemporaines comme la discrimination et l'esclavage des temps modernes.

14. Conservation Force, Inc.

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Conservation Force, Inc est une fondation publique à but non lucratif et de bienfaisance basée aux États-Unis d'Amérique qui réalise divers projets à travers le monde.

Objectifs et mission

Les objectifs de Conservation Force sont le renforcement et la sécurisation de la préservation de la faune, des espaces naturels non bâtis et de la vie en plein air : en renforçant le développement durable dans la mesure où celui-ci a une valeur fondamentale pour l'espèce humaine et le milieu naturel; en garantissant une contribution permanente, une vision positive et la perception de la pertinence des communautés de chasseurs et de pêcheurs en matière de sauvegarde de la faune; en favorisant, dans cette même direction, la coopération et la coordination avec ces communautés de chasseurs et de pêcheurs; et en développant de manière exponentielle les capacités « biopolitiques » et de préservation des communautés de chasseurs et de pêcheurs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Conservation Force est une ONG internationale ayant statut d'observateur de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, Conservation Force a participé en qualité d'ONG internationale ayant statut d'observateur à toutes les conférences des parties à la CITES et à toutes les réunions du Comité pour les animaux. Elle a siégé dans un certain nombre de groupes de travail de la Conférence des parties, du Comité pour les animaux et du Comité permanent, notamment le Groupe de travail conjoint intersessions chargé d'examiner l'utilisation par les Parties des codes de but de la transaction, le Groupe de travail sur le commerce important, le groupe de travail chargé de l'examen périodique des espèces et le Groupe de travail sur la CITES et les moyens d'existence.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Conservation Force a appuyé la planification stratégique et la reconstitution des espèces inscrites aux annexes de la CITES et y a participé notamment à travers des projets opérationnels relatifs aux éléphants, aux rhinocéros, aux lions, aux markhors, aux léopards, aux guépards, aux ours polaires, aux ours noirs et aux grizzlis entre autres. L'organisation a financé un atelier sur la planification au profit du programme de gestion communautaire des ressources autochtones en novembre 2014 et le Plan national d'action et de gestion pour l'éléphant en décembre 2014. Elle a participé au premier ainsi qu'à l'élaboration du second. En Namibie, Conservation Force a contribué à la préservation du rhinocéros noir, une espèce inscrite à l'annexe I de la CITES.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'emploie surtout à garantir la viabilité environnementale notamment à travers sa participation aux travaux du Groupe d'experts sur l'utilisation des ressources et les moyens d'existence durables (SULi) de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Elle a appuyé des projets de réduction de la faim et de la pauvreté au Pakistan et au Zimbabwe, soutenu l'éducation primaire en construisant des écoles en Tanzanie et au Zimbabwe et contribué à la réduction de la mortalité infantile chez les 800.000 familles couvertes par le Programme de gestion des zones communales au Zimbabwe. Par ailleurs, l'organisation a financé la construction d'établissements sanitaires pour la prise en charge du paludisme et d'autres maladies dans des pays africains.

15. Cross-Cultural Solutions

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Cross-Cultural Solutions est une organisation bénévole internationale à but non lucratif fondée en 1995 et enregistrée à New Rochelle (État de New York, États-Unis d'Amérique). Elle dirige actuellement des programmes de bénévolat à court terme dans 9 pays, notamment au Costa Rica, au Guatemala, au Pérou, au Brésil, en Inde, en Thaïlande, au Maroc, en Tanzanie et au Ghana.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de mener à bien des programmes de bénévolat dans le monde entier, en partenariat avec des initiatives communautaires, en facilitant la coopération, les échanges de vues et la compréhension culturelle.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a envoyé des volontaires dans 10 pays d'Asie, des Amériques et d'Afrique pour aider des collectivités en difficulté à répondre aux besoins fondamentaux de leurs populations et les seconder sur le plan éducatif. Elle a formé des partenariats avec CARE, ainsi qu'avec des entreprises et des universités. L'organisation a proposé des actions bénévoles à des groupes tels que l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, Oppenheimer, Lilly et Junior League et elle a contribué, dans le secteur du tourisme, au lancement de nouvelles initiatives, notamment la campagne « Travel for Good » de Travelocity. L'organisation s'emploie à mieux faire connaître les grandes questions mondiales et à promouvoir le bénévolat auprès de ses partenaires. Soutenant au niveau mondial les actions de bénévolat dans les communautés à faible revenu, elle a offert quatre stages à Summer Search, programme national qui aide les étudiants issus de milieux défavorisés à développer leur personnalité et à acquérir une formation aux fonctions de direction.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au festival cinématographique de l'ONU, tenu à New York le 21 mars 2012 et le 11 avril 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Cross-Cultural Solutions a collaboré avec le programme des Volontaires des Nations Unies à la promotion de l'action bénévole dans le cadre de la Building Bridges Coalition. Elle a pris la parole dans le cadre de plusieurs conférences avec le programme des Volontaires des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Des bénévoles du CCS ont contribué à la réalisation des objectifs 1 et 2 des OMD en enseignant l'anglais dans des écoles primaires, en travaillant dans des crèches pour enfants issus de familles à faible revenu et en offrant une aide à domicile aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Ses bénévoles collaborent avec la population locale au lancement d'initiatives communautaires d'autonomisation des femmes, contribuant ainsi à la réalisation de l'OMD n° 3. En appui à l'OMD n° 6, l'organisation a offert des services de bénévoles à plusieurs organisations, orphelinats et dispensaires du Brésil, du Costa Rica, de Tanzanie, du Ghana et de Thaïlande, dans le but de venir en aide aux personnes infectées ou touchées par le VIH/sida. En vue de la réalisation de l'OMD n° 8, Cross-Cultural Solutions a établi un partenariat avec l'Institution Brookings pour collaborer au lancement d'une initiative visant à doubler le nombre de bénévoles venant des États-Unis. Depuis 2007, l'organisation a envoyé plus de 2000 volontaires dans des pays chaque année.
